

Lutte de classe

Une exigence économique et politique : Rompre avec le capitalisme !

Modèle républicain, démocratie, démocratie sociale, démocratie politique, gouvernement PS-PCF, gouvernement des partis ouvriers, gouvernement populaire, autant de concepts dépassés, d'une autre époque, que continuent de véhiculer malicieusement les partis ou syndicats, organisations ou groupes se réclamant des travailleurs.

Le joug imposé au peuple par la bourgeoisie, de la dictature démocratique de la classe dominante, n'étant apparemment plus suffisant pour lui permettre de réaliser son profit, il serait question de lui adjoindre ou de lui substituer des notions qui conduisent à la dictature, dont voici quelques exemples : « la *démocratie participative*, la *bonne gouvernance*, le *dialogue social*, le *pacte social*, la *société civile*, la *personnalisation des responsabilités*, la rupture de l'*Etat-providence* »...

D'après certains dirigeants du mouvement ouvrier, dont ceux du Parti des travailleurs, tous les problèmes économiques et sociaux auxquels les travailleurs et les jeunes sont confrontés aujourd'hui, seraient la conséquence de l'abandon ou de la remise en cause du *modèle républicain*, de la *démocratie sociale et politique* qui existait ou qui aurait existé il n'y a pas si longtemps encore, en tout cas, c'est ce qu'ils laissent entendre. Une erreur fondamentale d'analyse politique.

Pour en être convaincu, c'est très simple, il suffit de se poser une seule question : Au cours des années 60 – 70, jusqu'au début des années 80, avez-vous entendu ces dirigeants et d'autres tenir ce genre de discours ? Non, bien sûr. A cette époque là, certains prétendaient encore mener le combat pour la révolution prolétarienne, ce qui n'est plus du tout le cas aujourd'hui, sauf à huis clos, comme chacun peut facilement le constater. Il n'était donc pas question pour eux, à cette époque, de faire référence à un modèle bourgeois de société, il faut bien appeler les choses par leur nom parfois.

Et ce n'est pas leurs références maladroites, partielles et lointaines à la Révolution bourgeoise de 1789 ou à La Commune de Paris de 1871 qui y changera quelque chose, au contraire, puisqu'ils évacuent simultanément, par un silence assourdissant, la seule révolution prolétarienne victorieuse, la révolution d'octobre 1917 en Russie. Et ce n'est certainement pas le produit du hasard.

Mais essayons de comprendre sur quoi s'appuient les tenants de ces principes bourgeois, que l'on pourrait résumer par le triptyque républicain antédiluvien et démagogique : liberté, égalité, fraternité.

En réalité, ce sont des nostalgiques des années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale.

Ces années furent marquées par une lutte de classe intense et acharnée au cours desquelles la Sécurité sociale fut créée et d'importantes nationalisations furent réalisées, de nombreux logements sociaux furent construits, notamment.

La fin de la guerre avait fait naître dans l'esprit de la majorité de la population l'espoir d'une vie meilleure. Elle avait trop souffert lors de cette boucherie pour se contenter de miettes, elle voulait vivre en paix, mais de plus, elle ne voulait plus vivre comme avant, d'où les importantes concessions qu'a dû lui octroyer la bourgeoisie, par peur de tout perdre...

En ce qui concerne les syndicats, en contre-partie de leur soumission totale à l'ordre capitaliste – ils abandonnèrent l'article 2 du congrès d'Amiens de la CGT qui stipulait que "*l'émancipation intégrale*" des travailleurs "*ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste*", moyennant des concessions « compensatrices » : la reconnaissance du droit syndical par le préambule de la Constitution de 1946, intégré au "bloc de constitutionnalité" de la Constitution de 1958 ; Le statut de la fonction publique, adopté la même année, donnant le droit aux fonctionnaires de se syndiquer, à l'exception de certains corps ; En 1945, l'institutionnalisation des syndicats dans l'entreprise avec la création des comités d'entreprise ; Ajoutons que les syndicats ont été amenés à cogérer avec le patronat un certain nombre d'organismes sociaux (Sécu, Unedic) ; Quant à la politique dite contractuelle de négociation des salaires et des conventions collectives, elle fut élaborée au début des années 70, pour déboucher aujourd'hui sur le "*dialogue social*", c'est-à-dire la collaboration de classes ouverte avec le patronat et le gouvernement.

Constatant récemment que la Sécurité sociale était remise en cause et que les privatisations concernaient l'ensemble des entreprises et des services publics, ils ont décrété un beau matin que la *démocratie* était remise en cause.

Cela n'aurait-il pas un rapport avec la chute du taux de syndicalisation qui est passé de 20 % en 1981 à moins de 10 % dans les années 90, les syndiqués faisant partie essentiellement de la fonction publique et des entreprises nationalisées, le fond de commerce des partis se réclamant de la classe ouvrière ?

Donc si l'on va jusqu'au bout de leur raisonnement, il suffirait qu'un gouvernement revienne à la Sécurité sociale de 1945 et renationalise les entreprises et les services publics pour que ce mot d'ordre de "retour à la démocratie sociale et politique" soit satisfait et tombe à l'eau, tout comme la totalité de leur stratégie politique. Il ne nous resterait plus ensuite qu'à continuer à vivre sous le joug de notre bon vieux système capitaliste, tout un programme ! Dès lors, on comprend parfaitement que la référence à la Révolution française ou à La Commune n'était que fioriture.

Nous savons pertinemment qu'aucun gouvernement ne remettra en cause les privatisations et la liquidation engagée de la Sécurité sociale, par contre, nos contradicteurs ne nous disent absolument rien sur les raisons économiques qui sont à l'origine de cette politique et encore moins ce qu'il faudrait faire pour les éradiquer, se contentant d'en dénoncer les conséquences.

Ces dirigeants manquent de lucidité, d'imagination, de vision et surtout de détermination politique, voilà ce qu'ils nous ont démontré. On pourrait ajouter qu'ils ont abandonné le programme de la révolution prolétarienne en chemin, tout comme l'article 2 de la Charte d'Amiens, d'ailleurs.

On ne peut pas parler à tort et à travers de démocratie sociale ou politique, de république, en dehors des rapports de classe qui les sous-tendent, sans les qualifier avec précision.

Certains prétendent qu'il faut rompre avec Bruxelles, avec Maastricht, une sorte d'incantation gratuite adressée à on ne sait qui. Tous nos maux viendraient de l'Union européenne, bref d'ailleurs !

Nous, nous préférons dire qu'il faut rompre avec le capitalisme, avec l'État qui est à son service, ses institutions, son gouvernement et son parlement bâtard. Ce n'est évidemment pas du tout la même chose. D'ailleurs qui dit rupture avec le capitalisme, dit obligatoirement rupture avec toutes les instances internationales liées à l'impérialisme mondial. Rupture avec Bruxelles ou Maastricht ne dit pas rupture avec l'État bourgeois français et son gouvernement. Toute la différence est là !

Nous partons du constat que le capitalisme est entré dans sa phase finale de décomposition, de pourrissement, il est aux abois, pris à son propre piège, il agonise. Nous prétendons que sa survie ne peut plus être assurée désormais qu'en s'attaquant, en liquidant toutes les droits démocratiques, économiques et sociaux conquis au cours des deux derniers siècles. Bref, comme le disait déjà Lénine, l'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne.

Dans ces conditions-là, il n'est pas question de revenir en arrière, le passé est définitivement révolu en ce qui nous concerne, mais d'aller de l'avant. Nous ne voulons pas "reconquérir" une hypothétique démocratie bourgeoise, nous voulons conquérir la démocratie ouvrière, et nous savons que cela doit passer obligatoirement par le renversement du régime en place, par une révolution prolétarienne.

Il ne s'agit pas là d'une tautologie, mais de deux stratégies totalement inconciliables, dont l'une se situe dans le cadre du maintien de l'État bourgeois, alors que l'autre propose de le renverser pour instituer la démocratie de la majorité sur la minorité, que l'on nomme aussi la démocratie ouvrière.

Notre méthode.

Nous ne partons pas de faits particuliers que nous aurions choisis ou extraits arbitrairement de la réalité parce qu'ils colleraient, illustreraient ou permettraient d'alimenter notre analyse ou notre point de vue, cela ne nous intéresse pas. Non, nous essayons de considérer l'ensemble de la situation politique, économique et sociale au niveau mondial dans son évolution, son développement et ses perspectives, pour essayer de comprendre les problèmes auxquels nous allons être confrontés du fait de la survie du système économique capitaliste, afin de déterminer la meilleure tactique et stratégie possible pour en finir avec lui, car c'est notre seul et unique objectif : la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes.

Le cadre étant posé, revenons à notre controverse.

Nous prétendons que le capitalisme français est au bout du rouleau, ce que d'autres disent aussi, à ceci près que cette affirmation constitue la base sur laquelle se fonde notre analyse politique, nos mots d'ordre et notre stratégie.

Pour le gouvernement, il faut donc frapper, frapper encore et encore, vite et fort sur les travailleurs, les fonctionnaires, les chômeurs, les retraités, la jeunesse, sur toutes les catégories de la population, à l'exception des classes aisées, des nantis.

Reprenons quelques déclarations récentes des membres du gouvernement ou de l'UMP pour illustrer cette situation.

Pour de Villepin, "*une fenêtre de tir est ouverte*" depuis les émeutes des banlieues ouvrières. Il lui fallait un prétexte pour tirer sur tout ce qui bouge, ce qui débouchera sur les mesures ultra réactionnaires que nous connaissons tous. En ajoutant qu'"*il est désormais possible de dépasser les clivages doctrinaux*", il sait parfaitement qu'il peut compter sur un consensus national allant de l'extrême droite à l'extrême gauche pour s'en donner à cœur joie. Tir à vue !

Pour Sarkozy, il faut une "*rupture*", constatant "*la faillite de l'Etat-providence*", du "*modèle social*" "*ni juste ni efficace*" pour les capitalistes français, bien sûr. Il expliquera quelques jours plus tard qu'il faut en finir avec le contrat de travail à durée indéterminée et qu'il faut à tout prix introduire une plus grande flexibilité du travail, sous le

terme de "flexisécurité", bref, une remise en cause totale du Code du travail, des conventions collectives, de tous nos droits au seul profit des patrons. Briser le droit du travail ! Vive le capital !

Pour Patrick Devedjian, conseiller de Sarkozy, "*l'effondrement financier de l'Etat-providence*" et "*le développement de la mondialisation*" conduisent "*à une réflexion sur l'individu, jusque-là méprisée, étouffée et négligée*". Face à l'appétit insatiable de l'impérialisme mondial rebaptisé mondialisation, il propose l'individualisation des droits. L'État de non-droit pour la multitude ! Tout le pouvoir aux patrons, aux multinationales !

Pour T. Breton, le ministre des finances, la dette de l'État qui se monte à 1 167 milliards d'euros "*est notre affaire à tous*", désolé, on ne vous doit rien ! Pour la réduire, Sarkozy a proposé de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Le rapport Pébereau préconise la poursuite de la contre-réforme des retraites, de la Sécurité sociale, etc. A bas les fonctionnaires et les services publics ! Vive l'inégalité !

Pour François Fillon "*la politique des territoires et des catégories a échoué*". Par ailleurs, il admet qu'il "*n'est plus incorrect de parler de responsabilisation*". Les chômeurs, les pauvres, les miséreux, vous êtes tous responsables de la situation dans laquelle vous êtes, vous l'avez bien cherché, bande de fainéants, de bons à rien, alors démerdez-vous ! Tous responsables, sauf le pouvoir en place !

Quant à Azouz Begag, il a déclaré lors de la conférence de presse du Premier ministre : "*Je ne suis pas le ministre de l'égalité des chances, mais des opportunités*." Pas d'égalité, pas de bol ! L'opportunité de la naissance, de naître pauvre ou riche, comme au Moyen-Age ! L'opportunité crée les occasions, l'opportunisme comme mode de vie, il fallait oser le dire ! La jungle économique et sociale !

Pour finir ce tour d'horizon de la cuisine antisociale du gouvernement, lors d'une visite en Anjou la semaine dernière, de Villepin a annoncé la couleur pour les mois à venir : "*En six mois, nous avons jeté les bases d'un nouveau dynamisme. Nous voulons désormais mobiliser toutes les énergies du pays pour amplifier ce mouvement en 2006*". "*Amplifier*" toutes les lois et ordonnances scélérates des 6 derniers mois, voilà le programme du gouvernement, au risque d'une explosion sociale incontrôlable, même avec l'état d'urgence !

Le gouvernement a-t-il le choix ? Réponse : Non, il est pris au piège de la concurrence sans merci que se livre l'impérialisme mondial.

Qu'en est-il dans le reste du monde ?

Quelques chiffres valent mieux que de longs discours.

Aux États-Unis, peut-on déjà parler de dictature ? : kidnapping par la CIA de citoyens américains issus de l'immigration puis détenus au secret sans aucun droit, évidemment ; utilisation de la torture avec l'accord préalable de Bush ; prisons secrètes et prisonniers sans droit en Europe, notamment, le tout organisé par la CIA ; écoutes téléphoniques illégales organisées par la NSA à la demande de Bush ; reconduction dans les jours qui viennent du Patriot Act qui avait été adopté en 2001 et qui accorde des moyens accrus aux forces de l'ordre, il a servi pour réprimer et interdire une grève des dockers, etc.

860 bases militaires américaines quadrillent le monde entier. L'économie américaine repose désormais sur l'économie de guerre.

Par an, les dépenses militaires dans le monde s'élevaient à 780 milliards de dollars, celles de la publicité atteindraient 1 000 milliards de dollars (PNUD, 1998).

Aux États-Unis, l'endettement des ménages atteignait 5 500 milliards de dollars, et la dette publique dépassait 5 500 milliards de dollars. Les dettes publiques (exprimées en dollars) des quinze États membres de l'Union européenne dépassaient 5 500 milliards de dollars.(1998)

La dette extérieure des pays en développement atteignait 2,3 trillions de dollars à la fin de 2002, contre 1,4 trillion de dollars en 1990. Chaque année ils remboursent plus de 200 milliards de dollars.

La dette extérieure en pourcentage du Revenu national brut (RNB) des pays en développement a augmenté de 34 pour-cent à 39 pour-cent au cours de la même période (1990-2002).

Les plus grands capitalistes responsables de la pollution se sont octroyés un droit de polluer la terre entière et d'hypothéquer, de pourrir légalement l'avenir des générations futures.

1,3 milliard de personnes privées d'eau potable et les 2 milliards d'anémiés ne disposent pas d'un pouvoir d'achat suffisant.

Sur les 6 milliards d'habitants que compte la planète, plus de 1,2 milliard ont moins de 1 dollar par jour pour vivre, et 2 milliards sont à peine mieux lotis.

Plus de 250 millions d'enfants travaillent dans le monde, chiffre officiel.

Plus de 40 millions d'individus sont atteints par le virus du sida, dont les trois quarts en Afrique. Des traitements (tri thérapie) existent, mais les malades n'ont pas les moyens de se les payer, ce sont les trusts pharmaceutiques qui fixent les prix.

D'après l'ONG China Labor Bulletin basée à Hongkong, les accidents du travail en Chine auraient causé au moins 20 000 morts en 2004.

L'ONU a apporté son soutien au dictateur Ben Ali en organisant un Sommet mondial sur la société de l'information du 16 au 18 novembre 2005 en Tunisie.

Inutile d'aller plus loin, on a la nausée !

Le capitalisme pourrissant pour assurer sa survie n'a plus d'autre alternative que de mener une guerre totale contre tous les peuples sur tous les continents.

Aujourd'hui, comme chacun le sait déjà, il serait possible de satisfaire tous les besoins matériels de l'humanité sans exception.

Objectivement, il est possible de passer demain au socialisme et d'organiser la production et la distribution en fonction des besoins de la population.

La question n'est donc pas de savoir dans quelles conditions on pourrait continuer à vivre sous ce régime économique honni qui confine de plus en plus ouvertement à la barbarie, mais comment faire pour le renverser et par quoi le remplacer, en tenant compte du niveau de conscience politique des travailleurs.

Actuellement tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche, relégués par les médias, martèlent qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme. Il est donc urgent de démontrer le contraire, pas seulement à travers des mots d'ordre, mais par un programme économique intégrant partiellement l'abolition de la propriété privée des moyens de production, étape nécessaire pour pouvoir satisfaire les revendications sociales et économiques les plus urgentes, d'une part, et comme première étape de la réorganisation de la production permettant de poser les bases d'une économie non plus au service exclusif du profit, mais une économie socialiste, planifiée, tournée vers la satisfaction des besoins des travailleurs, de la jeunesse et de l'immense majorité de la population, d'autre part.

Oui, il faut populariser l'idée qu'il existe une véritable alternative politique à l'union nationale, au parlementarisme bourgeois, au consensus, à la collaboration de classe ! La révolution prolétarienne, l'Assemblée constituante souveraine élisant et contrôlant démocratiquement son propre gouvernement issu du peuple.

Oui, il faut populariser l'idée qu'il existe une véritable alternative économique à la propriété privée des moyens de production, à la loi du profit ! La socialisation des moyens de production, l'économie socialiste, l'économie planifiée mettant fin à l'anarchie, à la gabegie de l'économie capitaliste.

Oui, il faut construire un véritable parti révolutionnaire, une véritable Internationale, si nous voulons véritablement avancer dans cette voie et vaincre !

(Source Internet : AFP, Associated Press, Reuters, Yahoo news, *Le Monde*, le site de l'OCDE et de la Banque mondiale)

Complément : Union européenne et OMC

Les sommets de l'Union européenne et de l'OMC qui viennent d'avoir lieu confirment notre réquisitoire sans appel contre l'impérialisme mondial.

Lors du sommet de l'UE à Bruxelles, les 155 milliards d'euro qui ont été accordés aux 12 nouveaux pays de l'UE (incluant la Roumanie et la Bulgarie), vont permettre d'une part, un transfert plus rapide de production vers ces pays et d'en augmenter le volume actuel, pendant que des pans entiers de l'industrie disparaîtront en France, en Allemagne, etc., et d'autre part, d'augmenter leur productivité afin de dégager davantage de profit, tout en conservant un coût du travail beaucoup plus bas que dans les autres pays européens, ce qui conduira à accentuer davantage la pression sur les travailleurs français, allemands, etc.. L'Union européenne des multinationales contre les peuples !

Quant au sommet de l'OMC à Hong Kong, dont les subventions accordées aux grandes exploitations agricoles en Europe et aux États-Unis étaient le sujet principal, il s'est terminé par un accord favorable au lobby agro-industriel et aux riches céréaliers Brésiliens et Argentins !

Un mot à propos de la PAC.

La part de l'agriculture ne représente plus que 4% des actifs en France. Ne pouvant pas concurrencer avec les agriculteurs des pays en voie de développement où les coûts de production et les salaires sont très bas, une partie des agriculteurs et éleveurs français bénéficient de subventions de l'UE. Si ces subventions disparaissaient demain, c'est l'agriculture et l'élevage qui disparaîtraient en France. Peut-on l'accepter ? Quelles pourraient en être les conséquences ?

Tout d'abord, une dépendance totale de nos besoins alimentaires aux importations présenterait un risque énorme. En cas de conflit, de guerre civile, de catastrophe naturelle, d'intempéries exceptionnelles, nous pourrions nous

retrouver dans une situation alimentaire catastrophique, les prix flamberaient et la famine menacerait les plus pauvres.

Ensuite, en imaginant que nous dépendrions totalement de l'extérieur pour satisfaire nos besoins alimentaires, en cas de révolution et de prise du pouvoir par les travailleurs, il suffirait aux gouvernements des pays capitalistes d'interdire les exportations de produits alimentaires vers la France pour causer au nouveau pouvoir encore fragile des difficultés d'une gravité incalculable.

Pour cette raison, et sans vouloir privilégier en aucune manière les exploitants les plus riches qui bénéficient des subventions agricoles - leurs terres seront nationalisées ou socialisées au cours de la révolution prolétarienne, il est impensable que l'agriculture et l'élevage disparaissent en France et dans d'autres pays d'ailleurs.